



Communiqué du CIH du 26 Juin 2022 :L'été de tous les dangers, et après ?

La situation des hôpitaux publics, à la veille de l'été, est alarmante. Cette situation est la conséquence directe du manque de personnel soignant (non médical et médical). Malgré les alertes depuis plus de 3 ans du CIU et du CIH, il n'y a aucune mesure pour recruter en urgence, des professionnels dans tous les secteurs de l'hôpital public. Le gouvernement ne se focalise que sur le problème des urgences avec une nouvelle mission flash et des mesures uniquement conçues pour les services d'urgences (augmentation des heures supplémentaires, cabines de téléconsultation). Ces mesures ne vont pas empêcher la « régulation par le 15 » sur une grande partie du territoire ... les portes des urgences seront donc fermées.

Fermer l'accès des urgences n'empêche pas les patients d'être malades et de nécessiter une hospitalisation rendue de plus en plus difficile puisque « 80 % des hôpitaux en France (sont) en difficultés pour maintenir l'offre de lits et de services dans leur plénitude » (source F Valletoux, FHF). On ne compte plus les articles dans la presse locale ou nationale relatant les fermetures de services entiers, d'urgences mais aussi des maternités, des unités de pédiatrie, de soins de longue durée, et de toutes spécialités.

Des sociétés savantes alertent sur les difficultés de leur spécialité : le 15 juin la société française de pédiatrie communiquait sur la situation catastrophique des urgences pédiatriques, de la pédopsychiatrie et le manque de lits d'hospitalisation. Le 24 juin c'est au tour de la société francophone de Néphrologie dialyse et transplantation de tirer la sonnette d'alarme sur la difficulté des centres de dialyse privés, associatifs et publics à assurer l'offre de soins des 50000 patients dialysés en France et de prendre en charge de façon satisfaisante les nouveaux patients nécessitant de démarrer la dialyse.

Ces différentes sociétés savantes, comme le CIH, formulent des propositions spécifiques mais aussi générales pour faire face à l'urgence de cet été. Mais il faut surtout attirer ou ré-attirer des soignants à l'hôpital public et éviter qu'en septembre la fuite de soignants ne s'accélère encore.

Le CIH rappelle que la priorité est d'assurer aux soignants de toutes les spécialités des conditions de travail attractives. Pour cela il faut

- sécuriser des ratios soignants/patients adaptés à la charge en soins, selon les activités ;
- respecter les soignants : proscrire les changements inopinés d'horaires, de service, de bloc, ou le rappel sur les repos/congés, voire parfois sur des arrêts maladie
- revaloriser le travail de nuit, les heures supplémentaires et les gardes de façon pérenne et pour tous,
- réouvrir des lits avec comme objectif un taux d'occupation non de plus de 95% mais de de 85% permettant ainsi, par des entrées directes et bien orientées, de désengorger les services d'urgences.
- renouveler en urgence le matériel défectueux sans arbitrage administratif.

Malgré l'absence de réponse à ses demandes de rencontre auprès de la Ministre de la santé, le CIH reste disponible pour expliciter directement les mesures proposées. Il l'avait déjà fait auprès du gouvernement précédent, lors du Segur et au cours de divers RDV même s'il n'avait reçu qu'une écoute polie. **Il faut maintenant dépasser l'écoute et agir pour éviter l'effondrement général de l'hôpital public.**